



Menu

Successions

Divorce et séparation de corps

Patrimoine dans le cadre des mariages et des partenariats civils

Responsabilité parentale – Garde des enfants et droit de visite

Se déplacer/s'installer légalement dans un autre pays avec des enfants

Enlèvement d'un enfant par l'un de ses parents

Pensions alimentaires

Placement transfrontière d'un enfant, y compris en famille d'accueil

Injonction de payer européenne

Frais de justice applicables à la procédure européenne d'injonction de payer

Petits litiges

Frais de justice applicables à la procédure de règlement des petits litiges

Insolvabilité/faillite

Garantie des actifs dans le cadre d'une créance dans les pays de l'UE

Affaires civiles

Affaires pénales

Les ventes judiciaires

Visioconférence

Médiation

Aide judiciaire

Formulaires en ligne

Où et comment

Systèmes juridiques nationaux et de l'UE

Atlas judiciaire européen en matière civile

Accusés (procédures pénales)

Victimes de la criminalité

Droits fondamentaux

Documents publics

Droits des mineurs dans les procédures judiciaires

Accès à la justice dans le domaine environnemental

Droit de l'UE

Incidences de la pandémie de COVID-19 sur la justice

Législation nationale

Droit international

Publication d'annonces officielles

Base de données sur le droit de la consommation

Glossaires et terminologie

Jurisprudence de l'UE

Identifiant européen de la jurisprudence (ECLI)

Moteur de recherche ECLI (Identifiant européen de la jurisprudence)

Liberté de circulation et à d'autres droits des ressortissants de l'Union

Jurisprudence nationale

Jurisprudence internationale

Registres du commerce – rechercher une entreprise dans l'UE

Registres du commerce dans les pays de l'UE

Registres fonciers au niveau européen

Registres fonciers dans les pays de l'UE

Registres d'insolvabilité et de faillite

Recherche dans le réseau des registres d'insolvabilité

Types de professions juridiques

Avocats

Notaires

Traducteurs/interprètes juridiques

Trouver un expert

Experts médico-légaux

Médiateurs

Formation des professionnels de la justice

Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale

Réseau judiciaire européen en matière pénale

Eurojust

Institut européen du droit

EuroPris

Jurisprudence

Informations concernant l'affaire

ID national: C.12.0617.N

État membre: Belgique

Nom commun: link

Type de décision: Décision de la Cour suprême

Date de la décision: 15/05/2014

Jurisdiction: Hof van Cassatie

Objet:

Demandeur: Multiservice Reizen NV

Défendeur: TOTAL Belgium NV

Mots clés: consumer, travel

Articles de la directive

Package Travel Directive, [Article 2, 4](#). Package Travel Directive, [Article 2, 5](#).

Note introductive

A package travel contract, concluded between an entity which is not the actual traveller, and the travel organizer, does not fall under the scope of the rules set out in Directive 90/314 (and the Belgian Act of 16 February 1994 which implements this Directive).

Faits

The underlying facts of this case are not mentioned in the judgement, but from the appeal decision it is clear that the plaintiff periodically organized, as a travel organizer, incentive business trips for the defendant. After a certain time, a discussion arose between the parties and they ended up before court for unpaid invoices. Whereas defendant invoked the protection provided by the provisions set out in Directive 90/314 (implemented into Belgian law in the Act of 16 February 1994), the plaintiff stated that this Directive/Act cannot be applied as the contract was concluded between two corporate entities, and not between a traveller (natural person) and the travel organizer.

Question juridique

Does a package travel contract, concluded between an entity which is not the actual traveller, and the travel organizer, fall under the scope of the rules set out in Directive 90/314 (and the Belgian Act of 16 February 1994 which implements this Directive)?

Décision

The Belgian Supreme Court states that only the actual travellers (natural persons) can be considered "traveller" in the sense of the Directive 90/314 and the Belgian implementation Act of 16 February 1994. As a result of this, the Supreme Court concludes that the contract concluded on behalf of the actual travellers, by a corporate entity, does not fall under the scope of the Directive 90/314.

URL: www.cass.be

Texte intégral: [Texte intégral](#)

Affaires liées

triés par [État membre](#) [ID national](#) [Nom commun](#) [Articles de la directive](#) [Date de la décision](#) ▼

État membre: Belgique

ID national: link

Nom commun: link

Articles de la directive: Package Travel Directive, [Article 2, 4](#). Package Travel Directive, [Article 2, 5](#).

Date de la décision: 08/05/2012

Doctrine

Aucun résultat disponible

Résultat

The Supreme Court overruled the judgement of the appellate court which had decided that the Directive 90/314 does apply to such contracts.

Successions

Divorce et séparation de corps

Patrimoine dans le cadre des mariages et des partenariats civils

Responsabilité parentale – Garde des enfants et droit de visite

Se déplacer/s'installer légalement dans un autre pays avec des enfants

Enlèvement d'un enfant par l'un de ses parents

Pensions alimentaires

Placement transfrontière d'un enfant, y compris en famille d'accueil

Injonction de payer européenne

Frais de justice applicables à la procédure européenne d'injonction de payer

Petits litiges

Frais de justice applicables à la procédure de règlement des petits litiges

[Insolvabilité/faillite](#)

[Garantie des actifs dans le cadre d'une créance dans les pays de l'UE](#)

[Affaires civiles](#)

[Affaires pénales](#)

[Les ventes judiciaires](#)

[Visioconférence](#)

[Médiation](#)

[Aide judiciaire](#)

[Formulaires en ligne](#)

[Où et comment](#)

[Systèmes juridiques nationaux et de l'UE](#)

[Atlas judiciaire européen en matière civile](#)

[Accusés \(procédures pénales\)](#)

[Victimes de la criminalité](#)

[Droits fondamentaux](#)

[Documents publics](#)

[Droits des mineurs dans les procédures judiciaires](#)

[Accès à la justice dans le domaine environnemental](#)

[Droit de l'UE](#)

[Incidences de la pandémie de COVID-19 sur la justice](#)

[Législation nationale](#)

[Droit international](#)

[Publication d'annonces officielles](#)

[Base de données sur le droit de la consommation](#)

[Glossaires et terminologie](#)

[Jurisprudence de l'UE](#)

[Identifiant européen de la jurisprudence \(ECLI\)](#)

[Moteur de recherche ECLI \(Identifiant européen de la jurisprudence\)](#)

[Liberté de circulation et à d'autres droits des ressortissants de l'Union](#)

[Jurisprudence nationale](#)

[Jurisprudence internationale](#)

[Registres du commerce – rechercher une entreprise dans l'UE](#)

[Registres du commerce dans les pays de l'UE](#)

[Registres fonciers au niveau européen](#)

[Registres fonciers dans les pays de l'UE](#)

[Registres d'insolvabilité et de faillite](#)

[Recherche dans le réseau des registres d'insolvabilité](#)

[Types de professions juridiques](#)

[Avocats](#)

[Notaires](#)

[Traducteurs/interprètes juridiques](#)

[Trouver un expert](#)

[Experts médico-légaux](#)

[Médiateurs](#)

[Formation des professionnels de la justice](#)

[Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale](#)

[Réseau judiciaire européen en matière pénale](#)

[Eurojust](#)

[Institut européen du droit](#)

[EuroPris](#)

[Signaler un problème technique/de contenu ou donner son avis sur cette page](#)

[Cookies](#)

[Avis juridique](#)

[Communication sur le Brexit](#)

[Contact](#)

[Plan du site](#)